



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes75@orange.fr](mailto:communistes75@orange.fr)

06/01/2020

## En ce début d'année la politique du capital s'accélère.

### Pour les travailleurs un seul choix : la lutte

Des trémolos dans la voix, Macron a une nouvelle fois tenté de détourner l'attention sur les responsabilités portées par la politique qu'il mène.

Ce qu'il faut retenir de son intervention télévisée, habillée d'hommages trompeurs et de manipulation, ce sont les annonces concernant la poursuite de sa politique.

Il a repris et résumé l'essentiel de ce qu'il a déclaré au journal l'Express quelques jours avant (23–12).

En reprenant les phrases clés qu'il avait employées au mois de mars (*On est en guerre... Quoiqu'il en coûte...*), il appelle à nouveau à « l'union sacrée », à une société « fraternelle », a un « nouveau matin » pour parvenir aux objectifs fixés par les multinationales.

On a compris que Macron a pour mission de préparer les esprits à de nouveaux sacrifices, à de nouveaux reculs sociaux quand il annonce que les « réformes » vont se poursuivre.

Il applaudit les personnels de santé mais applique la « réforme hospitalière » avec sa vague continue de suppressions de lits d'hôpitaux, la privatisation de la santé, la casse de la Sécurité Sociale.

Pas un mot sur le blocage des salaires et des pensions, sur le chômage et la pauvreté qui explosent. Pas un mot non plus sur les restructurations industrielles en cours, les suppressions d'emplois, fermetures de sites (200.000 emplois pourraient être supprimés en 2021). C'est normal car le représentant élu des multinationales ne peut pas condamner la politique qu'il mène, il est en place pour l'appliquer.

Les entreprises vont bénéficier de 18,2 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux, 25 milliards de salaires ont déjà été versé par l'État aux millions de travailleurs en activité réduite, l'État qui attribue une prime de 4000 € à chaque embauche de jeunes, de 5000 à 8000 € pour un apprenti.

Et les entreprises ? À qui appartiennent les entreprises ? À la nation ou aux patrons ?

Pourtant c'est l'État qui joue le rôle croissant de pompe à finance pour préserver les profits qui explosent dans cette période de crise sanitaire.

Le capital rencontre des difficultés pour se développer, il utilise tous les moyens pour y faire face, les fusions acquisitions se poursuivent pour concentrer toujours plus les capitaux et trouver de nouvelles sources de rentabilité.

La fusion Peugeot–Fiat–Chrysler (autorisée par l'Europe) est applaudie par le pouvoir, les conséquences sociales comme à chaque fusion ne sont pas évoquées, elles sont mises de côté. Le nouveau groupe appelé « Stellantis » devient le quatrième groupe automobile mondial, « réduire les coûts de développement et de construction » est l'objectif des actionnaires. Il est question d'atteindre 5 milliards « d'économies » par an, les 400 000 salariés du nouveau groupe sont prévenus, la lutte est le seul moyen pour empêcher la casse annoncée.

Bien sûr les « vœux » du 31 décembre ne disent rien de tout cela, les multinationales ont le pouvoir, elles peuvent compter sur le gouvernement actuel pour mettre tout en œuvre pour appliquer leurs directives.

Les problèmes posés par la situation actuelle pour réaliser l'objectif permanent de rentabilité du capital sont d'ailleurs évoqués dans le discours de Macron lorsqu'il parle de construire une « économie plus forte ». C'est tout le sens qu'il donne lorsqu'il parle de l'Europe : « l'Europe c'est notre destin » dit-il en vantant les mérites des

centaines de milliards à disposition des entreprises pour « *sauver l'économie* », lorsqu'il appelle à la « *renaissance européenne qu'il faut consolider* » en prenant pour exemple la gestion européenne des vaccins, la solidarité européenne face à l'épidémie.

Après l'Europe de la défense, c'est l'Europe de la santé qui est envisagée, l'Europe industrielle fait déjà l'objet de négociations permanentes entre multinationales depuis longtemps, l'Europe du commerce vient de franchir une nouvelle étape avec l'accord Chine–Europe.

En clair, c'est l'Europe politique que veulent construire les états capitalistes, Macron en tête. Remplacer la souveraineté des nations par la « *souveraineté européenne* » pour développer le profit des multinationales dans l'affrontement mondial.

**L'Europe du capital, c'est la disparition des nations indépendantes et souveraines** au profit des multinationales qui dirigent les états au travers des gouvernements qu'elles mettent en place.

Les gouvernements deviennent des chambres d'enregistrement des décisions prises par la commission européenne. Les budgets nationaux sont déjà soumis à l'avis de la commission européenne et à ses directives. Très rares sont aujourd'hui les décisions prises par les états membres sans qu'elles correspondent aux directives européennes.

Voilà comment le gouvernement français entend mener et mène déjà la politique nationale : une totale soumission au capital européen.

Il veut accélérer la privatisation des entreprises publiques françaises, la SNCF, EDF etc., les statuts sont détruits. Au nom de la « concurrence libre et non faussée », tous les secteurs sont atteints, ce qui occasionne des dégâts sociaux, économiques et politiques considérables.

**Le 26 janvier, journée de luttes des enseignants** à l'appel des syndicats, contre les réformes Blanquer et la situation des personnels de l'éducation.

**Le 28 janvier à l'appel de l'intersyndical, grève à EDF** contre le projet Hercule

**Le 4 février prochain, une initiative de grèves et manifestations interprofessionnelles** d'actions est organisée à l'appel de la CGT–FSU–solidaire et d'organisations étudiantes dans toute la France.

Les actions de ce début d'année révèlent l'ampleur du mécontentement contre la politique du capital. Elles portent le fond d'une même politique qui détruit l'industrie nationale, casse les statuts, les services publics, le système de santé, l'éducation, la recherche...

Leurs convergences est indispensable pour faire reculer le patronat et le pouvoir. Ce mois de janvier est une première étape. Nous appelons à en faire une grande journée.

En ce début d'année nous souhaitons accueillir de nouveaux et nombreux adhérents pour renforcer le mouvement révolutionnaire. Changer de société ne peut se faire que par la lutte des travailleurs, de la jeunesse, de tous celles et ceux qui veulent une autre société, par un mouvement puissant pour chasser le capital. Ils ont besoin d'un outil pour mener leur combat, un parti révolutionnaire suffisamment puissant pour chasser le capital.